

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 1341.

Dame Irène Benoit, de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Lorenzo Lemaire, dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de la Cour Supérieure, demanderesse; vs Lorenzo Lemaire, des mêmes lieux, meunier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de février 1926.

Le procureur de la demanderesse,  
ROGER DESMARAIS.

Montréal, le 8 mars 1926. 1275-11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1341.

Dame Irène Benoit, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Lorenzo Lemaire, duly authorized for these presents by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Lorenzo Lemaire, of the same place, joiner, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on February 26th, 1926.

ROGER DESMARAIS,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, March 8th, 1926. 1276-11-5

### Assemblée

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", à Montréal, mercredi, le 21<sup>ème</sup> jour d'avril mil neuf cent vingt-six, à MIDI, aux fins d'élire deux directeurs représentant les obligataires, tel que requis par la constitution de la compagnie, et pour la transaction de toutes autres affaires qui peuvent être soumises à ladite assemblée.

Les actionnaires inscrits dans les registres de la compagnie au 1<sup>er</sup> mars auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Par ordre du conseil,

Le secrétaire,  
H.-C. OSWALD.

Montréal, le 1<sup>er</sup> mars 1926. 1693-14-3

### Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 21st April, one thousand nine hundred and twenty-six, at 12 NOON, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders, as required by the constitution of the Company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

By order of the Board,

H. C. OSWALD,  
Secretary.

Montreal, 1st March, 1926. 1694-14-3

### Avis divers

RAPPORT d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mars 1926, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 mars, 1926. (No 405).

L'Honorable Ministre des affaires Municipales, dans un rapport en date du 5 mars, 1926, expose: que le conseil municipal du village de McNaughton, comté de Vaudreuil, par une requête en date du 2 janvier 1926, demande la permission de changer son nom en celui de "la municipalité du village de Hudson";

Que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

Vu le rapport du procureur général en date du 3 mars, 1926:

EN CONSEQUENCE, l'Honorable Ministre recommande que le nom de la municipalité du village de McNaughton soit changé en celui de "La Municipalité du village de Hudson", sous l'autorité de l'article 48 du code municipal.

Certifié,

Le greffier Conseil exécutif,  
(Signé) A. MORISSET.

D'accord avec l'arrêté en conseil, avis est, par les présentes, donné par les soussignés, qu'après la publication de cet avis, le nom de la Municipa-

### Miscellaneous Notices

REPORT of the Committee of the Honourable Executive Council, dated March 6th, 1926, approved by Lieutenant-Governor, March 17, 1926. (No. 405)

The Honourable Minister of Municipal Affairs, in a report dated March 6th, 1926, states: That by resolution dated Dec. 14th, 1925, the Municipal Council of the Village of McNaughton, County of Vaudreuil, asks that the name of that Municipality be changed to that of "Municipality of the Village of Hudson";

That all formalities required by law have been complied with;

That considering the report of the Attorney General, dated March 3rd, 1926:

Therefore, the Honourable Minister recommends that the name of the said Municipality be changed to that of "Municipality of the Village of Hudson", all under the authority of Article 48 of the Municipal Code.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

In accordance with the above Order in Council, the undersigned hereby give notice that after publication thereof, the name of the Municipa-

palité du Village de McNaughton est changé à "Municipalité du Village de Hudson".

Le secrétaire-trésorier, H.-J.-P. STEPHENSON.  
Le maire, J. WILSON.  
1791

lity of the Village of McNaughton, is changed to "Municipality of the Village of Hudson".

H. J. P. STEPHENSON, Secretary-Treasurer.  
J. WILSON, Mayor.  
1792

LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS DE QUEBEC.

THE QUEBEC PUBLIC SERVICE COMMISSION.

Avis est donné par la présente que d'hui au premier juin prochain, tout service public doit transmettre à la Commission des Services publics, au Palais de Justice, à Québec, les listes de ses taux, prix, loyers ou charges à tous ses clients ou abonnés, personnes, sociétés, corporations municipales, ou autres services publics, en même temps que des copies de ses classifications, règles, pratiques et formules de tous contrats affectant ou se rapportant à ces taux et charges ou à son service.

Québec, 3 avril 1926.

Le secrétaire, M. JOS. AHERN.  
1809

Notice is hereby given that from date to the first of June next, every public service must transmit to the Public Service Commission, at the Court House, in Quebec, the list of its rates, prices, rentals, or charges to all its clients or subscribers, persons, firms, municipal corporations, or other public services, at the same time as copies of its classifications, rules, practices and forms of any contracts affecting or relating to its rates and charges or to its service.

Quebec, 3rd April, 1926.

M. JOS. AHERN, Secretary.  
1810

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que "Canadian International Paper Company", de la Cité de Trois-Rivières de Québec, dans le Comté de Saint-Maurice, se propose de demander l'autorisation de faire faire des développements de pouvoir hydrauliques sur la rivière Gatineau, à Chelsea Falls, sur les bords des lots 8 et 9, Rang IX, et à Farmers Rapids, sur le lot 7, Rang VIII, Comté de Hull, du Canton Hull.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du Comté de Hull, à Hull, Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER COMPANY.

Le vice-président, Per J.-B. WHITE.  
1593-13-5

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that Canadian International Paper Company, of the City of Three Rivers, Quebec, of the County of Saint Maurice, intends to apply for authorization to have constructed hydro-electric works on the Gatineau River, at Chelsea Falls, in the County of Hull, Township of Hull, Range 9, lots 8 and 9, and at the Farmers Rapids, in the County of Hull, Township of Hull, Range 8, lot No. 7.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the County of Hull, at Hull, Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER COMPANY.

J. B. WHITE, Vice-President.  
1594-13-5

Avis public est par les présentes donné, conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que "The Donnacona Paper Company, Limited", corporation ayant son bureau chef pour la province de Québec, en la cité de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire une digue, usine et tout autre ouvrage nécessaire pour un développement hydro-électrique sur la rivière Jacques-Cartier, cours d'eau qui borde, longe et traverse, dans la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, du lot 53, rang de la rivière, au lot 104 le Grand Cap Sa, les deux inclusivement, sur côté sud-est de la rivière Jacques-Cartier, et du lot 290, rang des Petites Montagnes, jusqu'au lot 232 Premier rang du Brûlé, sur le côté nord-ouest de la rivière Jacques-Cartier, et un canal et une ligne de tuyau, et tout autre ouvrage nécessaire pour un pouvoir et une ligne de tuyau, sur le côté sud-est de la rivière Jacques-Cartier, qui court à travers les lots 104, 103, 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, rang Grand Cap Sa, et lots 94, 90, 66, 65, 63, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, rang de la Rivière.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water Course Act, that "The Donnacona Paper Company, Limited", having its head office for the province of Quebec, in the city of Quebec, in the county of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a dam, power house, and all the other necessary works for a hydro electric power development on the Jacques Cartier River which water course runs along in the parish of Sainte Jeanne de Neuville, from lot 53 Range de la Rivière, to lot 104 Le Grand Cap Sa, both inclusive, on the southeast side of the Jacques Cartier River, and from lot 290, Range des Petites Montagnes to lot 232 Premier Range du Brûlé, on the northwest side of the river Jacques Cartier, and a canal and pipe line, and all the other necessary works for the power, canal and pipe line on the southeast side of the river Jacques Cartier, which runs across lots 104, 103, 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, Range Grand Cap Sa, and lots 94, 90, 66, 65, 63, 59, 58, 57, 56, 55, 53, 54, Range de la Rivière.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications